

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire**

**NOMBRE DE CONSEILLERS**

En exercice 86

Quorum 82

Votants 84

Suffrages exprimés : 84

**DATE DE CONVOCATION**

31 août 2020

**DATE D’AFFICHAGE**

1<sup>er</sup> septembre 2020

**Séance du 09 septembre 2020**

N°200909-40

L'an deux mil vingt, le 09 septembre à 18h05, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la salle Cauchoise, sise à Grainville la Teinturière, sous la présidence de Monsieur Jérôme LHEUREUX, Président,

Etaients présents :

Jean-François ALIGNY, David ANQUETIL, Laurent APPERCELLE, Pascal BAILLET, Xavier BATUT, Pierre BAZIN, Pierre-Luc BILLIEZ, Cathy BONNS, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Emmanuel BOUST, Luc BRÉANT, Lydie BRETTE, Alexandra BUQUET, Jean-François BUREL, Philippe CABIN, Bertrand CARPENTIER, Marie-Hélène CHANGARNIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Gérard COLIN, Isabelle COMONT, Valérie CORCEL, Martine CORUBLE, Odile COUROYER, Raphael DISTANTE, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Christophe DUBOSC, Philippe DUFOUR, Annie DUMENIL, Evelyne DUPUIS, Philippe ETIENNE, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Didier GASTON, Daniel GEORGES, Nicole GIBOURDEL, Benjamin GORGIBUS, Françoise GUILLOT, Rémi HEROUARD, Patrice HOYÉ, Pierre-Yves JEGAT, Hervé JOLLY, Jean-Robert LANCHON, Barbara LANGE, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, Antoine LECROQ, Magalie LEGRAS, Daniel LEGROS, Martine LE PAIH, Alain LEPREUX, Béatrice LEROND, Jérôme LHEUREUX, Sandrine LOSAY-ANNEBIQUE, Sophie MAUBANC, Sylvain MONNIER, Bruno NAZE, Jean-François OUVRY, Didier PEULVEY, Luc POLINSKI, Benjamin REGENT, Jean-Paul RENAUX, Robert ROUSSEL, Marc ROUSSELIN, Maryvonne SCHILD, Daniel SEIGNEUR, Eric SIMON, Yves TASSE, Jean-Pierre THÉVENOT, Bruno THUNE, Patrick TRENDIA, Pascal VANIER, René VIMONT

Etaients absents représentés par leur suppléant :

Joël DESCHAMPS représenté par Jean-Michel GRANGE  
Laurent GODEFROY représenté par Jean-Michel PATRY  
Valérie MORSALINNE représentée par Gilles LEFEBVRE  
Patrick VICTOR représenté par Antoine GODEFROY

Etaients absents excusés avec pouvoir :

Philippe CARREIN a donné pouvoir à Odile COUROYER  
David LAMBION a donné pouvoir à Yves TASSE

Etaients absents :

Patrice FAUCON, Véronique IZABELLE

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marie-Hélène CHANGARNIER a été élue secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

**Objet :**

**ELECTRIFICATION – Programme LED 2018 – Demande d'inscription**

**N°40**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,


Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Considérant que la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre demande l'inscription du programme LED 2018 au Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime,

**Le Conseil Communautaire,  
après avoir délibéré, à l'unanimité, des suffrages exprimés,**

- **abroge la délibération n°181205-37 du 5 décembre 2018,**
- **autorise le Président à présenter la demande au Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime,**
- **autorise le mandatement de la somme évaluée à 1 001 365.52 € au Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime pour la mise en place de l'éclairage LED 2018,**
- **autorise le Président à signer les conventions correspondantes et toutes autres pièces relatives à ces opérations.**

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,

 Le Président,  
  
Jérôme LHEUREUX

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,  
le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° ...10..... - Séance du ...23/09/20...  
est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture :

Date de publication :

Le Président,

J. LHEUREUX

Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20200909-200909-40-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2020  
Date de réception préfecture : 23/09/2020

